

UN PARTI RÉSOLUMENT COMMUNISTE DANS L’AFFRONTEMENT DE CLASSE

SANS ABANDON, NI EFFACEMENT !

POURQUOI NOUS PRÉSENTONS UN TEXTE ALTERNATIF ? Prétendre humaniser la société sans rompre avec le capitalisme et l’exploitation de l’homme par l’homme est gravement illusoire.

**« L’ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L’ŒUVRE
DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES »** Karl Marx

UN PARTI RÉSOLUMENT COMMUNISTE DANS L’AFFRONTEMENT DE CLASSE

Le Conseil national du PCF a adopté sa proposition de « base commune de discussion » pour le 36^e Congrès de notre parti. Ce texte est intitulé « Il est grand temps de rallumer les étoiles ».

Nous considérons qu’il n’est pas de nature à nourrir les débats cruciaux et nécessaires des communistes pour préparer la riposte à la politique programmée de super-austérité et, indissociablement, pour renforcer le Parti. A l’inverse, ce texte multiplie les diversions. Il esquive les problèmes internes principaux posés par les expériences de ces dernières années. Il se situe hors des conditions réelles de la lutte de classe dans la nouvelle étape de crise globale du capitalisme.

Nous rappelons que la direction, au mépris des statuts du Parti, n’a pas convoqué de congrès statutaire depuis 2008, c’est-à-dire dans la période où elle constituait le Front de gauche avec Jean-Luc Mélenchon, où se préparaient les échéances de 2012.

Les communistes doivent enfin pouvoir analyser le bilan de cette période et de ces choix dans toutes leurs contradictions. Nous estimons que le Parti, englobé dans le Front de gauche, s’est trouvé enfermé dans une perspective étroitement électorale et institutionnelle, qu’il est passé à côté des perspectives de rassemblement et de rupture qu’a porté la montée de grandes luttes comme celles pour les retraites, pour l’hôpital, La Poste, l’industrie...

Les communistes doivent pouvoir caractériser l’orientation globale de la politique de la « gauche » arrivée au pouvoir. La question ne peut pas être éludée. Elle traduit pour nous une simple alternance, comme on en a connu ces 30 dernières années dans tous les

pays de l’UE pour mieux poursuivre et compléter la politique au service du patronat et des possédants.

Il fallait évidemment battre Sarkozy pour ne laisser aucune légitimité à la poursuite de sa politique. Mais les illusions semées par le Front de gauche d’un changement possible avec le PS, par exemple d’une renégociation inimaginable des traités européens antipopulaires, sont aujourd’hui lourdes de conséquences. Vis-à-vis du gouvernement, faut-il adopter une posture de « soutien sans participation », d’« abstentions constructives » ? Nous ne le pensons pas dans l’état du rapport de forces et justement pour le faire progresser. Le vote des députés Front de gauche en faveur des « emplois d’avenir », nouvelle forme de précarisation des jeunes travailleurs, notamment des futurs enseignants, illustre cette mauvaise voie.

La nécessité de reconquérir les espaces de résistance et de souveraineté populaires acquis dans le cadre national s’exprime à nouveau dans la campagne contre le « TSCG ». Elle implique de reprendre les analyses et les combats internationalistes de toujours du PCF contre l’Europe supranationale du capital, contre sa force de frappe économique, l’euro. Comment le texte de la direction peut-il continuer à créer comme vérité l’illusion que les institutions de l’UE seraient réorientables, qu’il faudrait défendre l’euro ? Quel contresens alors que 64 % des Français se prononcent maintenant contre Maastricht, après les 55 % de 2005 contre le TCE !

Plus que jamais, l’affiliation du PCF au Parti de la gauche européenne, parrainé par la Commission eu-

ropéenne, doit pouvoir être remis en cause.

Sur un autre plan, la sortie de la France de la politique extérieure intégrée de l’UE – honteusement décorée du prix Nobel de la paix – la sortie de la France de l’OTAN, le retour de toutes les troupes mobilisées dans les guerres impérialistes, le désarmement nucléaire unilatéral sont des campagnes majeures à engager, dans la fidélité à l’histoire de notre parti.

Pour nous, la raison d’être du PCF est plus actuelle que jamais. Elle ne consiste pas à cultiver une fonction « tribunicienne », à suivre les déclamations populistes de tel ou tel leader, à canaliser la contestation populaire, à se fondre dans les institutions de la démocratie bourgeoise. Tout au contraire !

Devant les attentes des travailleurs, de couches de plus en plus larges de la population (qui se sont exprimées en partie, par défaut, dans le vote FdG), devant les grandes luttes qui se développent dans des catégories de plus en plus diverses, dans la jeunesse, communistes, nous avons la responsabilité historique de faire bien autre chose que le Front de gauche, parce que nous avons une perspective révolutionnaire, le socialisme.

Nous devons mesurer pleinement, au-delà des questions « sociétales », les dangers et les ressorts du recours par le capital à l’extrême-droite pour dévoyer la colère des exploités, notamment leur rejet de classe de l’UE. Nous devons mesurer toutes les conséquences, la gravité de l’effacement des positions et de l’organisation communistes.

Le concret, la recherche des positions et moyens de rassemblement pour commencer tout de suite à rompre avec la politique du capital est notre préoccupation première. Nous sommes convaincus que c’est celle des communistes. Le texte « Rallumer les étoiles » n’y répond pas, loin s’en faut.

Face à la casse programmée de l’industrie et de l’agriculture comment mobilisons-nous pour défendre les activités répondant aux besoins et les savoir faire, comment avançons-nous des perspectives de nationalisations sous contrôle populaire dans l’esprit de celles de 1945 ?

Face au projet de démantèlement du financement de la Sécurité sociale, contre les actifs et les retraités, comment défendons-nous de façon intransigeante la cotisation sociale, le salaire socialisé contre la propagande autour de

la baisse du coût du travail ?

Pour les salaires, avec l’augmentation du SMIC, pourquoi ne pas lancer une grande campagne pour le rétablissement de l’échelle mobile cassée par la gauche mitterrandienne en 1983 ?

Pour les services publics, refusons l’application des directives européennes de concurrence, obtenons par exemple, le retour de La Poste en établissement public. En 2009, Hollande l’avait même fait voter par le Conseil général de Corrèze !

Voilà autant de grandes initiatives nationales que l’on attend de notre parti !

Notre époque est marquée par les souffrances terribles qu’engendrent dans le travail, la vie, la société l’offensive globale du patronat et du capital contre les acquis sociaux et démocratiques. Elle est marquée aussi par un discrédit croissant du capitalisme et par la recherche renouvelée, pressante dans le monde du travail, dans le mouvement syndical, dans la jeunesse, d’une organisation politique pour résister, pour avancer un autre modèle de société, d’une organisation révolutionnaire.

Nous estimons qu’il est grand temps que les communistes réaffirment que cette organisation, c’est leur parti, le Parti communiste français. Le PCF l’est par ses fondamentaux théoriques, marxistes et léninistes, toujours aussi valides, par le point de repère fort, unique et décisif qu’il représente dans l’histoire de notre pays pour ceux qui ont intérêt à combattre le capitalisme, aussi par ce que ce qu’ont représenté le mouvement communiste international (pensons aux victoires anticolonialistes) et les expériences socialistes du xx^e siècle, dans leurs contradictions, que nous devons analyser de façon critique mais en communistes.

D’autres ont le droit de penser que la « matrice communiste » est périmée, que l’avenir est à une autre forme d’organisation politique. Dans une tribune à Libération, le 15 août, Pierre Laurent juge que les clivages de la première moitié du xx^e siècle entre socialistes et communistes n’ont plus lieu d’être et invite donc à un congrès de Tours à l’envers. Pour nous, c’est un contresens.

Mais tout doit se faire dans la clarté. Le Front de gauche succède aux précédentes tentatives de transformations réformistes du PCF et de recomposition politique depuis la « mutation » des années 90, en passant par les « collec-

tifs antilibéraux », jusqu’à la remise en cause même de l’existence du Parti par la direction, ce qu’ont massivement repoussé les communistes en 2007.

Ceux qui veulent créer un nouveau parti, qu’il s’appelle « Front de gauche » ou autrement, ont le droit de le faire, comme cela se produit dans d’autres pays sous la houlette du PGE. Mais les statuts du PCF doivent interdire toute double-appartenance.

Nous faisons partie des communistes qui n’accepteront pas la mise sous tutelle du PCF, supplanté à tous les niveaux par une organisation informelle de « gauche », essentiellement différente du parti de classe et de masse que le PCF doit redevenir.

Même en termes d’alliance électorale, le FdG n’a abouti qu’à la perte de la moitié des élus PCF régionaux et à la réduction à 7 des députés communistes. Sur ce plan également, le FdG e correspond pas aux objectifs d’unité et de rassemblement recherchés par les communistes.

Pour toutes ces raisons, avec nos convictions de communistes, nous prenons la responsabilité, à la suite de centaines d’échanges avec des camarades de toutes les fédérations du PCF de France, notamment à la Fête de l’Humanité, de produire un texte alternatif pour le 36^e congrès, avec pour but d’abord de poser les questions essentielles manquantes, ensuite d’affirmer d’autres perspectives que celles de la poursuite de l’effacement du PCF, de ses positions et de son organisation.

Ce texte se situera dans la continuité des textes « Remettons le PCF sur les rails de la lutte de classe », « Faire vivre et renforcer le PCF », « plus que jamais, face au capital, notre peuple a besoin du PCF » déposés aux 33^e, 34^e et 35^e congrès.

Nous appelons les communistes, toutes celles et tous ceux qui partagent notre volonté de renforcer notre parti à prendre contact avec nous.

Un parti résolument communiste dans l’affrontement de classe

Sans abandon, ni effacement !

Oui, il y a et il y aura des révolutionnaires conséquents dans notre pays et ils sont et seront communistes !

1 « CRISE » DU CAPITALISME : LA DESTRUCTION DU DROIT DES PEUPLES ET DES ACQUIS DES TRAVAILLEURS EST LARGEMENT ENGAGÉE

De « crise » en « crise » : le capitalisme s’accapare les richesses produites et appauvrit les peuples.

Au niveau mondial. A l’automne 2008 éclatait la « crise financière ». Elle suivait la « crise des « subprimes » et la faillite de la banque Leh-

man Brothers aux Etats-Unis. Les économies des principales puissances capitalistes (Etats-Unis, Europe, Japon...) ont connu en 2009 une récession d’une gravité souvent inédite depuis 1945. Ce mouvement de repli continue depuis. Cette crise ne résulte pas des excès du capitalisme, du « néolibéralisme », c’est la crise du

capitalisme lui-même. L’affaiblissement, puis la disparition du contrepoids que représentait, dans le rapport de classe mondial, l’existence de l’URSS et des pays socialistes d’Europe de l’est laissent apparaître la logique de ce système dans toute sa brutalité. Notamment en Europe de l’ouest, la période du « compromis

Le développement des luttes, sur un autre plan, la montée de l'abstention électorale, parmi ceux qui ont le plus intérêt à combattre le capitalisme, appellent notre réorganisation en cellules, à nouveau pleinement souveraines.

Les statuts de 1994 définissaient très justement la cellule comme la structure que « le parti met à la disposition de tous ceux qui refusent d'être dépossédés de leur pouvoir d'intervention et de choix ». La cellule, c'est le moyen de redéployer l'activité communiste dans les quartiers populaires, les villages et dans les entreprises, au contact des réalités quotidiennes.

Les entreprises constituent le lieu principal de l'affrontement de classe et le point de départ de la plupart des luttes. L'abandon de la **cellule d'entreprise** a privé les salariés d'un outil décisif pour riposter aux offensives patronales et pour résister aux tentations réformistes et à la collaboration de classe.

Certes, notre société a subi des transformations profondes. La perte continue des emplois stables, notamment dans la production ou la fonction publique, l'explosion de la précarité, la dissémination du tissu industriel restant dans des PME sous-traitantes ont peu à peu réduit les grands collectifs de travail, plus propices à la solidarité syndicale et à l'organisation politique. Certaines professions (mineurs, sidérurgistes, dockers...) dont les traditions de lutte étaient solidement ancrées, ont été depuis une trentaine d'années, liquidées peu à peu, avec la stratégie capitaliste qui a conduit la désindustrialisation de notre pays et la casse sociale.

Ces difficultés accrues ne sauraient changer la place centrale que le PCF doit accorder au monde du travail et à l'organisation communiste à l'entreprise, d'autant que l'immense majorité de notre peuple est aujourd'hui composée de salariés, et ceux-ci sont, en très grande majorité, des ouvriers et des employés, auxquels il faut ajouter les privés d'emplois et les retraits.

Comment réimplanter des cellules dans des quartiers et dans un monde du travail où l'on trouve aujourd'hui nombre d'intérimaires, de chômeurs, de jeunes en déshérence ? C'est une des questions essentielles sur laquelle nous devons concentrer nos efforts. Nous devons utiliser tous les moyens possibles : internet, l'écrit, la parole au moment des luttes, dans des interventions publiques, des luttes, des actions quotidiennes de solidarité, rendues indispensables en raison de l'aggravation de la crise.

La cellule, c'est aussi le lieu d'échanges humains, de solidarité et de fraternité dans un esprit de lutte.

Redonner la souveraineté aux cellules, y compris financièrement, c'est aussi une question de démocratie, essentielle. C'est ce qui permet à chaque adhérent d'être impliqué dans l'action et l'élaboration de l'ensemble de la politique du Parti et à la direction du Parti de ne pas être coupée des réalités des luttes.

De même, tous les moyens doivent être mis en œuvre pour redonner aux sections la possibilité

de retrouver une vie politique pour impulser et parrainer la vie des cellules, en recréer de nouvelles, impliquer les camarades isolés, déployer une propagande ciblée.

L'expérience depuis les derniers congrès révèle un appauvrissement de la vie du Parti, en même temps qu'un déficit démocratique croissant. Ils vont de pair avec la primauté donnée aux institutions et aux questions d'alliances en termes électoraux. L'organisation en « assemblée générale » de section démobilise souvent les camarades. Une petite partie seulement des camarades y participe. Encore moins y interviennent. Les préoccupations électorales, les questions d'alliances, omniprésentes, tendent à scléroser les débats, d'autant plus que les décisions apparaissent le plus souvent imposées « d'en haut ».

Les stratégies électorales depuis plusieurs décennies ont souvent privilégié l'union de sommet. Les dernières expériences, cuisantes pour notre parti, ont été la période de la « gauche plurielle », celle ensuite des « collectifs antilibéraux » et maintenant le « Front de gauche ».

On semble ignorer l'enseignement de ses diverses expériences et des 4 ans qui viennent de s'écouler. Au cours desquelles les communistes ont été très souvent dépossédés de leur souveraineté.

Des assemblées de circonscription du Front de gauche supplantent parfois la vie et l'animation des organisations du parti. Dans ces cas-là, c'est notre organisation qui se délite, pour faire la place au front de gauche.

Nombre de décisions essentielles ont été prises « au sommet », à la suite d'obscur négociations, puis imposées aux communistes, sans débat. De la candidature imposée de Mélenchon annoncée aux communistes par la presse à des candidatures parachutées dans de nombreuses circonscriptions,

Il n'est pas question de négliger ou minorer l'importance des élections, mais l'activité du PCF et son intervention quotidienne ne doivent pas être tournées vers la seule perspective des échéances électorales à venir.

Si l'on en reste à ce type de démarche, crée-t-on les conditions d'une remontée d'influence pour le PCF ?

Assurément non. Au contraire, cela conduit irrémédiablement à un effacement et à une subordination du PCF. L'existence d'un électorat communiste, construit patiemment par nos luttes, a donné au vote communiste toute sa signification. Comme un ancien vice-président du CNPF le disait, le patronat ne fait pas la même chose avec un PCF à 20% ou à 10%.

Par les voies de l'électoratisme, des alliances pour des positions dans les institutions, on laisse de côté la question de l'influence réelle du PCF, alors que c'est un enjeu décisif pour parvenir un jour à changer la société.

Notre parti doit procéder à des ruptures, non pas avec son héritage et les traditions

révolutionnaires de notre peuple, mais bien pour les retrouver, renouer avec la lisibilité, la cohérence historiques du PCF, des ruptures pour un retour assumé aux sources, notamment aux acquis et à l'expérience du Congrès de Tours.

Concernant par exemple la place des élus par rapport au parti, le principe, hérité du congrès de Tours, doit être réaffirmé : l'action des élus doit être subordonnée aux décisions des communistes et non l'inverse.

Le Parti peut et doit refaire une priorité de son engagement originel pour la paix et pour la solidarité internationale, souvent à contre courant des idées dominantes, aux côtés des peuples opprimés, dans le combat contre le colonialisme et le racisme.

L'obsession qui consiste à vouloir changer à tout prix l'image du PCF se révèle totalement contre-productive.

Le PCF doit redevenir pleinement indépendant dans son intervention, retrouver le discours d'un parti révolutionnaire sur des positions de classe. Il doit faire bien plus appel à l'intelligence politique, à la créativité des communistes et faire vivre en toutes circonstances leur souveraineté.

La question de la défense (prioritaire pour tous les communistes) et du rôle de notre presse doit être posée dans cet objectif. Progressivement, depuis les années 90, l'Humanité a cessé d'être officiellement un journal communiste, pour se présenter de plus en plus comme « le journal de la gauche ». Nous pensons au contraire qu'il y a place pour un quotidien national, un hebdomadaire (et d'autres publications) qui se revendiquent clairement communistes, s'efforcent d'être des journaux utiles aux luttes, à l'action du PCF et pas seulement des journaux d'information de gauche.

L'amélioration de la formation théorique et idéologique des communistes est également nécessaire. Des initiatives ont été prises pour organiser davantage de stages et de conférences, souvent avec des spécialistes. Les conditions doivent être rassemblées pour recréer des écoles du Parti, visant à diffuser les idées d'un marxisme créateur, éloigné de tout dogmatisme. Cet effort doit être relié directement à l'activité militante et à la reconstitution des cellules, partout sur notre territoire.

Le déficit démocratique pose directement la question des directions du Parti et de leur fonctionnement.

Nous devons, entre autres, faire les efforts nécessaires pour promouvoir des militants issus des milieux populaires, ce qu'a su faire notre parti pendant des décennies, en formant et en faisant émerger des cadres issus du monde ouvrier, du syndicalisme.

Tout est lié : les « transformations du Parti », l'organisation du Parti, la stratégie, le projet de société qu'il porte.

Au 34^e Congrès, les communistes avaient rejeté le terme « métamorphose » proposé par la direction. La « métamorphose », c'est bien

changer complètement de forme. La direction, au congrès national, a maintenu le terme « transformations » qui accompagnait la « métamorphose ».

Elle a réussi à faire ajouter la mise à l'ordre du jour de ces transformations et compte bien parachever cette mutation en faisant de ce congrès le congrès de Tours à l'envers et faire phagocyter le PCF par le front de gauche.

Dans quel sens voulons nous améliorer notre parti et son action ?

La direction sortante du Parti veut avec son texte de congrès affligeant de pauvreté idéologique et des modifications statutaires qui vont intégrer « du centralisme sans démocratie » et des sanctions pour les voix divergentes, parachever la stratégie d'effacement du PCF et liquider définitivement les fondamentaux marxistes et léniniste historiques de notre organisation.

6 L'ACTUALITÉ INSOLENTÉ DU SOCIALISME

Face à l'offensive massive du capitalisme, la notion de socialisme revient en force un peu partout. Le socialisme est de nouveau synonyme d'alternative au système.

Très longtemps, le PCF a porté cette alternative, seul d'une façon théorique cohérente, s'appuyant sur le marxisme-léninisme, sur les expériences nées de la Révolution d'octobre et sur l'histoire du mouvement ouvrier français. Après la victoire de la contre-révolution à l'est, sa direction a décidé d'effacer la perspective socialiste et, avec elle, la perspective même de rupture révolutionnaire, toute notion d'étape vers le changement de société.

Le socialisme a été abandonné en 1996, avec la « Mutation ». C'est l'époque où Robert Hue, de la même façon que ses successeurs, reprend à son compte toute la propagande antisoviétique de l'idéologie dominante.

Avec le Front de gauche, la direction a dépassé la « visée communiste » pour la remplacer par « l'humain d'abord », qui selon son programme « n'exprime pas seulement une préférence morale mais dit aussi sa stratégie contre la crise » et « vise l'intérêt général... face à la domination des marchés financiers ». Effectivement, cela n'a plus rien à voir, même de loin, avec le socialisme et le marxisme.

Pour notre parti, le PCF, le mot « socialisme » a une signification historique trop forte pour être déformée à l'envie, encore aujourd'hui.

En 1968, le Manifeste de Champigny reprenait ainsi notre conception du socialisme : « Le

c'est cet appauvrissement idéologique et cette négation du rôle historique du PCF qui a conduit à son affaiblissement.

Ce n'est pourtant pas le choix d'un très grand nombre de communistes. Ils ont adhéré et ils rejoignent un parti révolutionnaire qui osait et qui doit à nouveau affronter les puissants, qui parlait haut et clair, qui était capable de mobiliser notre peuple et de porter un idéal, celui d'une société socialiste et du communisme.

Ceux qui luttent, notamment les jeunes, les travailleurs, les précaires, attendent une perspective révolutionnaire, un parti pour la porter collectivement, sans concession et dans la durée, un parti lucide sur l'état du rapport de force loin de la phraséologie gauchiste.

La persistance du fait communiste dans notre pays, le glorieux passé de notre parti, le parti de la Résistance, des luttes anticoloniales, le parti du monde du travail, de la création, la validité

de ses fondements théoriques et de sa forme d'organisation, font que, pour nous, le PCF doit redevenir pleinement lui-même pour évoluer selon les conditions de la lutte des classes.

L'aggravation brutale de la crise du capitalisme rend cette urgence plus pressante.

Notre congrès pourrait lancer une grande campagne d'adhésion dans tout le pays en appelant celles et ceux qui luttent dans l'entreprise, dans les quartiers, toutes les victimes de la crise, à adhérer au PCF, leur parti, pour être plus forts ensemble dans la lutte de classe contre les forces du capital.

L'aiguïsement de l'affrontement de classe dans la période présente nécessite plus que jamais un grand parti de classe et de masse, offensif, rassembleur, actif partout sur le terrain, ce grand parti, c'est le PCF !

La question du socialisme se pose concrètement dans nos luttes quotidiennes, dans notre conception de la propriété des moyens de production, des nationalisations en régime capitaliste, selon l'état des rapports de classe, dans notre recherche d'étapes et de ruptures immédiates avec la politique du capital.

En Amérique latine, avec le soutien et en coopération avec Cuba socialiste, des peuples ont pris le chemin de révolutions progressistes qui se réclament du socialisme, dans un continent longtemps dominé et pillé par l'impérialisme américain. Avec nos camarades vénézuéliens du PCV, nous nous réjouissons de la nouvelle victoire d'Hugo Chavez, qui est à la fois une grande victoire populaire et une « défaite stratégique de l'impérialisme ». Nous devons affirmer bien plus nettement notre soutien (ce qui n'exclut pas les critiques constructives) et notre solidarité sans faille avec ces processus révolutionnaires en Bolivie, en Equateur, au Venezuela... d'autant que ces peuples demeurent confrontés à des forces capitalistes puissantes, soutenues par Washington.

En Europe, face à l'offensive violente du capital contre les droits des travailleurs, le Parti communiste français doit faire face, assumer son héritage révolutionnaire, à l'image des partis communistes de Grèce ou du Portugal, et s'engager à nouveau résolument dans la construction du socialisme.

7 UN PROGRAMME DE LUTTE COMMUNISTE À ENGAGER IMMÉDIATEMENT

La contestation grandit - Les luttes se développent et cherchent les voies de leur convergence.

Selon plusieurs enquêtes, pour 71% de la population, le terme « capitalisme » évoque

quelque chose de négatif, un sentiment qui transcende les générations et les catégories sociales. Une majorité de Français jugent le capitalisme comme un système inégalitaire. Notre peuple identifie donc très clairement quels sont les bénéficiaires du système – de l'économie de

marché - les actionnaires, et les principales victimes - le monde du travail, les salariés.

Dans ses limites, cet état de l'opinion ouvre objectivement la voie à une plus grande adhésion aux fondements théoriques de notre parti, à nos

idées communistes, à la dénonciation du caractère de classe de l'ensemble de la politique du pouvoir.

Les luttes sociales portent la contestation politique.

La persistance et le renforcement du mouvement populaire sont un trait marquant de la situation du pays. Il se situe dans la continuité notamment des grandes grèves de 1995, de la bataille de 2003 pour les retraites, de 2004 contre la privatisation d'EDF et GDF, de 2007 contre le CPE.

Depuis 2008, les luttes se développent dans des secteurs d'activité de plus en plus diversifiés : industrie, commerce, transports, énergie, éducation, hôpital ou encore culture, justice, petite enfance, audiovisuel...

De très nombreuses luttes ont lieu dans les usines, souvent contre les délocalisations. Molex, Goodyear, Continental, Total-Dunkerque, Caterpillar... sont devenus des symboles de la résistance ouvrière. Les media se sont évertués à en réduire le résultat aux primes de licenciement arrachées aux patrons pour masquer la revendication fondamentale : celle du maintien de l'appareil productif.

Dans les services publics, des luttes dures, de haut niveau ont été menées par exemple à la SNCF contre la privatisation rampante, dans la distribution d'électricité et de gaz.

Les luttes pour la régularisation des sans papiers placent de plus en plus au centre la solidarité entre travailleurs.

L'autre trait marquant, c'est le caractère d'intérêt général de la plupart des luttes : pour les services publics, la protection sociale, pour le droit du travail, pour les salaires...

Elles revêtent objectivement un caractère politique de contestation de la domination capitaliste et de ses effets de plus fort. Les convergences d'intérêt sont de plus en plus flagrantes. L'aspiration à des convergences de lutte devient une exigence.

Au printemps 2009, l'opposition à la Loi Bachelot a commencé à rassembler largement tous les personnels hospitaliers, médecins compris, et des usagers pour la défense de l'hôpital public.

L'opposition à la transformation de la Poste en société anonyme a montré les possibilités de rassemblement des salariés et des usagers pour combattre la privatisation.

La bataille qui s'annonce pour défendre les retraites peut et doit rassembler très largement.

Pour autant, nous devons analyser l'échec des grands rassemblements de 2009. Le 29 janvier 2009, puis le 19 mars 2009, près de deux millions de salariés, retraités et jeunes ont fait grève et manifesté ensemble. Mais le mouvement s'est ensuite essoufflé jusqu'en juin sans obtenir de résultat. L'unité des organisations syndicales, c'est un constat, ne garantit pas le rassemblement dans la lutte et les convergences décisives pour gagner.

Surtout le mouvement social se heurte à l'ab-

sence de débouché politique. Face à la contestation populaire, le pouvoir ruse, esquivé, recule parfois d'un pas mais parvient à continuer à avancer sa politique. Dans les media, tout est renvoyé à un hypothétique changement en 2012.

Les luttent butent sur l'absence de perspective d'alternative politique et, en même temps portent l'alternative politique, elles-mêmes, et tout de suite. Cette contradiction est au centre des responsabilités considérables, historiques du PCF.

Des campagnes de lutte nationale rassembleuses.

Notre parti a vocation à intervenir sur tous les sujets politiques pour construire, par ses propositions, ses actions dans les luttes, les rassemblements qui mettent en échec le pouvoir au service du capital.

Pour les mois qui viennent, notre congrès extraordinaire pourrait annoncer des initiatives de masse sur plusieurs batailles prioritaires.

Sur la question des retraites : pour la défense de la retraite à 60 ans (55 ans pour les métiers pénibles), la diminution de la durée de cotisation (retour sur l'application de la loi Fillon de 2003 et abrogation de la loi Balladur-Veil de 1993), le maintien du code des pensions de la fonction publique, pour la suppression des exonérations de cotisations sociales patronales, pour la défense du financement solidaire des retraites par la cotisation sociale, la part socialisée du salaires, prélevée directement, sans accumulation financière, sur la création de richesse.

Pour la défense et la reconquête des services publics, des entreprises nationalisées avec la (re)nationalisation des secteurs clefs de l'économie, la reconquête et l'extension (ex : l'eau) des monopoles publics acquis à la Libération, contre l'application des directives européennes de mise en concurrence, illégitimes. Nous devons être plus clairs et plus offensifs qu'avec l'objectif vague de création de « pôles public ». Nous pourrions par exemple décider d'une action nationale contre l'augmentation des tarifs du gaz et de l'électricité en lien avec l'exigence de renationalisation d'EDF et de GDF et de fusion de ces entreprises.

Nous voulons engager une vaste campagne contre la RGPP, pour la défense du statut de la fonction publique, pour une réforme de la fiscalité.

Nous voulons être à l'offensive contre la réforme des collectivités territoriales, c'est un enjeu décisif pour la démocratie, notamment pour la défense des communes.

Nous voulons construire des mobilisations globales pour la défense des filières productrices, industrielles et agricoles, réunissant salariés, travailleurs des grandes entreprises et des sous-traitants, les populations.

Proposition de campagne nationale du PCF.

Pour la nationalisation des secteurs clefs de l'économie et la reconquête des grands services publics

Il ne se passe pas un jour sans que soient annoncés une fermeture d'usine et des centaines de suppressions d'emploi. Les patrons et les capitalistes français, aidés par les gouvernements successifs, l'UE et l'OMC, maximisent leurs profits en détruisant des pans entiers de l'appareil productif, des compétences, des capacités de notre économie à répondre aux besoins de notre peuple et aux besoins de coopération avec les autres peuples. L'industrie automobile et de la sidérurgie sont des exemples emblématiques de cette politique de casse comme de la montée des luttes pour s'y opposer.

Cette stratégie du capital n'est pas nouvelle mais il est en situation de l'aggraver. Il met en scène sa propre crise pour, au nom de la compétitivité, en connivence avec les gouvernements successifs, de droite ou de « gauche », écraser les acquis sociaux, les conditions de travail et les salaires.

Les producteurs, par exemple les agriculteurs, sont soumis à la pression de plus en plus insupportable des trusts de la grande distribution. Avec l'aide des gouvernants et au moyens des directives européennes, les capitalistes se jettent sur la privatisation, le démantèlement, le pillage des services publics pour développer leurs foyers de profit en France.

La crise de la dette et des déficits publics, creusés délibérément à leur profit, sert, avec l'euro, de prétexte à l'aggravation de cette politique. Les « marchés financiers » en seraient les commandeurs abstraits et omnipotents, alors qu'ils ne sont rien d'autres que les capitalistes eux-mêmes à travers les banques et institutions financières privatisées.

Les politiciens qui se succèdent au pouvoir rivalisent d'hypocrisie devant les préoccupations des travailleurs. Ils adoptent la posture du « patriotisme économique », n'hésitent pas à conspuer les excès de la finance.

Mais, dans les faits, leur politique va toujours dans le même sens. Ils multiplient les aides publiques au patronat, mettent la pression sur les salariés, les retraités, les jeunes, attaquent la sécurité sociale et les statuts du travail, et accélèrent la marchandisation des services publics.

En fait de « solutions », ils s'efforcent d'éloigner les centres de décision de la souveraineté populaire en poussant l'intégration dans l'Union européenne du capital, si besoin au nom de la fiction de « l'Europe sociale ». Ils renforcent la mainmise du capital sur la politique monétaire avec l'euro, instrument de la mise en concurrence des peuples. Ils dénationalisent les services bancaires en les plaçant au niveau européen. Avec le TSCG, ils passent à une nouvelle étape dans l'intégration budgétaire, dans mise sous tutelle des peuples.

Communistes, plus que jamais, nous pensons que l'heure est à proposer à tous ceux qui résistent, qui luttent, à tous ceux qui ont intérêt à combattre la politique du capital une perspective de rupture. Il n'y a plus de grain à moudre pour ceux qui voudraient aménager les ravages du capitalisme. Il faut des propositions de rupture à la hauteur de l'attaque antisociale, anti-économique et antipopulaire.

Aussi, nous vous proposons de nous engager ensemble, travailleurs, militants syndicalistes, jeunes, retraités, en lien direct avec nos revendications immédiates et nos demandes d'interventions publiques en faveur du monde du travail, pour un vaste programme de nationalisations démocratiques, dans l'esprit de celles gagnées en 1945.

Cela ne peut plus durer. Le peuple, les salariés, à travers des droits nouveaux, doivent prendre le contrôle des secteurs clefs de l'économie. Ils doivent être nationalisés ou renationalisés sans indemnités pour les gros actionnaires, gorgés d'aides publiques depuis tant d'années, voire par voie de réquisition.

Sidérurgie, industrie pharmaceutique, énergie, chimie, aéronautique, transports, industrie automobile, autoroutes font partie des secteurs prioritaires à remettre sous le contrôle de la Nation, débarrassés de l'intérêt des actionnaires, avec la grande distribution et le secteur financier.

Les grands services publics historiques, les monopoles de fait inscrits dans le préambule de la Constitution de 1946, doivent être renationalisés intégralement, leurs filiales réintégréées dans le secteur public, les statuts des personnels rétablis dans l'intérêt du développement de tout le pays, du développement des droits sociaux de tous.

Partout dans le monde, notamment en Amérique latine, les peuples qui s'émancipent nationalisent les grands moyens de production et d'échange. Instruit de leurs propres expériences, les travailleurs et le peuple français ne peuvent plus laisser détruire leur outil de travail, leur capacité à répondre à leurs besoins.

Ensemble, faisons grandir l'exigence d'un vaste programme de nationalisations démocratiques !

Ensemble, faisons grandir l'exigence d'un vaste programme de nationalisations démocratiques !

« De temps à autre, les travailleurs sont victorieux, mais leur triomphe est éphémère. Le vrai résultat de leurs luttes, ce n'est pas le résultat immédiat, mais l'union de plus en plus étendue des travailleurs... »

Cette organisation des prolétaires en une classe, et donc en un parti politique, est à tout moment détruite par la concurrence des ouvriers entre eux. Mais elle renaît sans cesse, toujours plus forte, plus solide, plus puissante.»

Karl Marx, *Le Manifeste*